

Also
8760
3710 12

aucun caractère pour vérifier ce qui manquoit, ni la cause de la perte, encore moins pour faire restituer ce qu'on auroit pillé.

Ainsi par la croyance de quelque pillage, le Capitaine auroit voulu se procurer une commode alternative, pour faire perdre par un vol ce que la Riviere auroit épargné. Mais n'étant pas plus fondé en preuve d'un côté que de l'autre, il ne doit être écouté dans aucune de ses exceptions.

Il ne doit pas l'être par deux autres raisons. 1°. Parce que la pacotille d'un Capitaine est le premier effet qui attire son attention, & qui est le mieux conservé, le plus promptement secouru, & le plus à portée du sauvement. 2°. Les principaux articles de sa pacotille qu'il prétend avoir perdus, consistent en dorures & autres marchandises précieuses, que l'Ordonnance art. 26. au titre du Capitaine, l'obligeoit de sauver avec lui, à peine d'en répondre en son nom, & de punition corporelle. Et l'on ne doit pas douter que ces articles ne fussent dans sa caisse. Il y a encor moins de doute, que la caisse du Capitaine ne soit, tout premierement, mise en sûreté, au moment du sinistre, & surtout, lorsque les secours viennent de tous les côtés.

Dans ces circonstances, où le Capitaine ne respire, par toute sa conduite, que la baraterie, les Assureurs ont lieu d'espérer le déboutement de sa Requête.

DELIBERE' à Aix le 10. Novembre 1750.

Signés, ROMAN, PASCAL.



MEMOIRE

POUR LE CAPITAINE ANDRE' VINCENS FABRE ,
commandant cy-devant le Navire *le Marquis de Vaudreuil* , demandeur en Requêtes principale & incidente des 30. Avril & 24. Juillet 1750. deffendeur en Lettres Royaux incidentes de rescision du 7. Août même année & demandeur en exécution de Sentence interlocutoire du 23. Septembre suivant.

CONTRE

Les Sieurs Nicolas & Compagnie & les Sieurs Cougnie & Compagnie Défendeurs & Demandeurs.

ON a souvënt accusé les Assureurs d'employer toute sorte de prétexte & de moyens , pour se dispenser de payer les sommes assurées , mais jamais on ne mit en œuvre des chicanes plus honteuses , avec tant de hardiesse & de mauvaise foi.

On ne s'arrêtera point à relever les injures atroces , & le stile indecent du Libelle imprimé qu'on a décoré du titre de Consultation ; il paroît que l'auteur instruit par des mémoires infidèles , connoit aussi peu les Lieux dont il parle & ses parties , que le Capitaine Fabre & le sieur Brot.

Le Navire *le Marquis de Vaudreuil* destiné pour la Nouvelle Orleans , eut le malheur d'échouer sur la Barre du fleuve de Mississipi , à une lieue de la Balize , les adversaires vouloient dans leurs écrits du 11. Juin dernier que le Capitaine fit un Consulat au moment de l'échouement , & ils trouvoient étrange dans celui du 12. Août , qu'il eut fallu sept jours pour le secourir , à l'entrée d'une Riviere , qui devoit

être couverte de Bâteaux ; ils ont fait ajouter à la page 10. de leur consultation , que si le Capitaine avoit voulu sincèrement justifier de la vérité du naufrage , il avoit dans les Equipages sans doute de ces Bâteaux qui devoient couvrir la Riviere , toutes les facilités qu'il pouvoit desirer , sans l'aide d'un Equipage partial , pour faire une excellente procedure. Ne diroit-on pas que les bords du Mississipi sont aussi peuplés que ceux de la Loire.

Ils parlent ailleurs de la *Balize* , qui n'est qu'un mouillage & un Fort , qui a pour habitans , un detachment de dix à douze Soldats , comme d'une Ville importante , où il y a des Tribunaux & des Greffes établis , pour dresser des Consuls & faire toutes les procédures que l'esprit de vetille & de chicane des Srs. Nicolas & Cougnie leur fait regarder comme nécessaires.

Ils affectent d'ignorer , que les secours ne pouvoient venir que de la *nouvelle Orleans* , que cette Ville est à trente lieues de l'Embouchure du *Mississipi* & du lieu du naufrage , qu'il est extrêmement difficile de remonter ce fleuve , en sorte qu'un Vaisseau reste le plus souvent quarante à cinquante jours , pour parvenir de l'entrée de la Riviere à la *nouvelle Orleans* & faire ainsi un trajet de trente lieues , & parceque dans une Colonie naissante , où il n'y a point encore d'Amirauté établie , & où l'on a été obligé de proceder devant un Greffier , qui peut-être pour la première fois de sa vie recevoit un abandon. Le Capitaine Fabre n'a pas trouvé tous les secours , & les conseils qu'il auroit eu ailleurs , pour se précautionner contre les chicanes que l'envie de ne pas payer , suggere à deux Assureurs trop connus , pour qu'il soit besoin de les caractériser. Ce Capitaine & ses Officiers , ne sont au stile modéré de la consultation , que des *mauvais faussaires* , & leur verbaux des *papefarts & des misérables chiffons* , que ce Capitaine a dressé de concert avec ses trois suspects personnages , c'est la qualification qu'on donne à ses Officiers.

Ils le datent , dit-on , dans la même Consultation , en parlant d'un de ces verbaux , de la *nouvelle Orleans* , tandis qu'ils ne l'ont évidemment donné qu'à *Marseille* , il n'y a pas apparence qu'ils aient deviné à la *Louisiane* , que le Lieutenant de l'Amirauté de *Marseille* , chargerait le Capitaine d'une preuve , pour laquelle leur Certificat seroit nécessaire. L'argument est fort , mais c'est parce qu'on n'a pas pû deviner à la *Louisiane* dans les mois de *Septembre & d'Octobre 1749* . que M. le Lieutenant ordonneroit cette preuve par sa Sentence du 23. *Septembre 1750* . que ce Certificat ou ce Verbal communiqué le 19. *Octobre dernier* ne peut pas être suspect , puisque des trois certificateurs , ou pour mieux dire , des trois Officiers qui l'ont signé , il y en a deux , qui étoient lors de la Sentence , comme ils sont encore , aux *Isles Françoises de l'Amerique* .

On a cru ces observations nécessaires pour prémunir Messieurs les Juges contre les impostures que les sieurs Nicolas & Cougnie ont fait repandre dans leurs défenses.

F A I T.

Dans le mois d'Avril 1749. le sieur Brot fit assurer pour le compte du Capitaine Fabre, la somme de 3000. livres d'entrée du Port & Isles de cette Ville, jusques à la nouvelle Orleans, touchant & faisant Echelle en tous les lieux & endroits que bon sembleroit au Capitaine, à lui permis de toucher au Cap, & de derouter & de retrograder, & c'est sur le quart d'intérêt aux facultés & Marchandises en Pacotilles, qui se trouveroient chargées par ledit sieur Brot, à la consignation du Capitaine Fabre, sur le Vaisseau appelé le Marquis de Vandreuil.

Le risque ne pouvoit guères être déterminé d'une manière plus précise & plus claire. Il porte sur le quart d'intérêt, que le Capitaine Fabre avoit aux marchandises que le sieur Brot devoit charger en Pacotille, à la consignation de ce Capitaine, & il est justifié par une Police de chargement, par la facture de ces mêmes marchandises, & par un compte arrêté, entre le Capitaine Fabre & le sieur Brot; quelle autre justification peut on désirer dans les usages du Commerce, pour constater la réalité d'un risque, & quelles chicanes n'a-t'il pas fallu cependant essuyer là-dessus.

Le connoissement des Marchandises chargées par le sieur Brot ne pouvoit pas, disoit-on, être signé par le Capitaine, parce qu'il y avoit un quart d'intérêt; ses Officiers honnêtes gens, lors de leur embarquement, & devenus des mauvais faussaires, & des suspects personnages, depuis qu'on a communiqué leurs Verbaux, n'auroient eû garde de signer une police, qui n'a été fabriquée qu'après l'échouement, les Marchandises qu'elle contient n'ont jamais été chargées en cette Ville dans le Vaisseau; il n'y a point de relation, entre la police de chargement & celle d'assurance, parceque dans la police de chargement les marchandises chargées par le sieur Brot, à la consignation du Capitaine Fabre, sont pour le compte de qui il appartiendra, & que la police d'assurance indique, que ces mêmes marchandises, ainsi chargées par le sieur Brot, à la consignation du Capitaine Fabre, sont les trois quarts pour le compte dud. Sieur Brot, & le quart restant pour celui du Capitaine.

C'est sur ces beaux moyens, que le chicaneur le plus osé, auroit honte d'avanturer, que les sieurs Nicolas & Cougnie ont fait rouler pendant six mois leurs contestations, lors qu'indépendamment de la police, de la facture, & du compte arrêté, le chargement & l'existence dans le Vaisseau, des marchandises que ces pieces énoncent, est bien certainement justifiée encore, par la vente qui a été faite d'une partie au Cap, & par la vente juridique qui a été faite à la nouvelle Orleans, des autres qu'on a pû sauver du naufrage.

Le Navire part de Marseille dans le mois de May 1749. & arrive au Cap le 5. Juillet d'après; le 15. le Capitaine Fabre écrit au sieur Brot en ces termes.

Depuis mon arrivée je n'ai pû vendre que les articles de la commission

que j'avois , à cent pour cent de benefice , se montant à la somme de 2655. liv. 17. sols 2. den. il m'a promis de m'en donner la moitié avant mon depart , si en cas me le donne , je l'employerai ici pour la Louisiane , & l'autre moitié à mon retour , j'ai aussi vendu les Souliers communs pour femme à 3. livres 10. sols payables à mon retour , j'ai pris le parti de laisser ici les 18. Barrils d'huile , & 40. douzaines de Gants , les 62. paires Souliers ou Mules d'Etoffes & la Barrique Anis entre les mains de Messieurs Legras & Tardieu pour vendre à notre plus grand avantage le tout faisant de mauvais articles pour la Louisiane.

Cette Lettre a été communiquée le 1. Septembre , & le Capitaine Fabre que le sieur Brot faisoit défendre en son absence , n'est arrivé du Cap à Marseille , passager sur le Vaisseau le Neptune commandé par le Capitaine Allary , que le 10. Octobre , de sorte qu'on ne pouvoit pas prévoir , lorsque cette lettre a été écrite du Cap , & qu'elle a été communiquée , ce qui seroit décidé par la Sentence du 23. Septembre dernier.

Elle est exactement relative au Certificat , que les Officiers du Navire , le sieur Michel , Capitaine en second , la Salle Chirurgien , & Nitard Ecrivain ont dressé à la nouvelle Orleans , au pied de la facture , le 26. Novembre 1749. & le Certificat de ces Officiers peut d'autant moins être suspect , dans sa date de la nouvelle Orleans , ainsi que dans sa teneur , que deux de ces Officiers , le Capitaine en second & le Chirurgien sont encore aux Isles Françaises de l'Amerique.

Le Capitaine Fabre étoit arrivé comme on l'a dit le 5. Juillet au Cap. Il n'est personne qui ne sçache à Marseille , combien les ventes y étoient alors difficiles , les marchandises sont icy si abondantes , écrivoit ce Capitaine au sieur Brot dans cette lettre du 15. Juillet qu'on vient de citer , qu'on vent dans tous les Magasins à quarante pour cent de benefice. Il en partit le 18. du même mois , après avoir employé en remplacement d'un partie des Marchandises qu'il avoit vendues , douze cent seize livre dix sols , en diverses autres Marchandises dont on a communiqué la facture & le connoissement ; signé par le Capitaine en second & l'Ecrivain.

Le Navire parvint le 20. Août , à la vûe de l'embouchure du Mississipi , le Capitaine Fabre envoya aussi-tôt chercher à la Balize le pilote Cortier , il se rendit à Bord , où après avoir attendu plusieurs jours , un tems qui lui parut favorable , il fit appareiller le vingt-huit , & eut le malheur d'échoier le même jour , sur la Barre du fleuve ; cet événement est décrit dans le verbal dressé par le Capitaine & son Equipage , & remis au Greffe du Conseil supérieur de la Louisiane à défaut d'Amirauté , le 3. Octobre 1749.

Il en resulte , que le vent s'étant levé tout a coup , de la part du Nord Nord Est , dans le tems que le Navire se toûoit pour entrer dans le fleuve , il fut jetté sur un fonds de sable , par onze à douze pieds d'eau , d'où malgré tous les efforts de l'Equipage , il ne fut jamais possible de le tirer.

Mais la Marée ayant beaucoup baissé , est-il dit dans le Verbal , nous n'avons

5

n'avons pu faire branler le Navire, nous avons attendu patiemment suivant le conseil du Pilote, qui nous a fait aussi tirer un coup de canon & mis le Pavillon en Berne pour appeller du secours de la Balize, de laquelle le Commandant nous a envoyé un Canot armé de trois Soldats & deux Negres, nous ayant tous rapporté de concert avec le Pilote, que à la Maree montante nous nous mettrions a flot.

Le Navire souffroit cependant extremement, & comme l'on s'aperçût quelques heures après qu'il faisoit beaucoup d'eau, nous avons tout aussi-tôt fait joüer nos deux Pompes, continue le Verbal, lesquelles n'ayant peu nous en affranchir, au contraire l'eau nous gagnant toujours de plus en plus, sur les deux heures du matin le 29. du courant l'eau ayant augmenté considerablement pompant toujours de toutes nos forces avec les pompes & seaux, nous n'avons peu empêcher que le Navire ne se soit totalement rempli jusques dedans son entrepont, & le tems étant très mauvais pour lors, nous nous sommes vus obligez d'aller passer le reste de la nuit sur l'Isle la plus proche.

La Balize n'est comme on l'a dit qu'un Fort qui a pour habitans un détachement de dix à douze Soldats commandés par un Enseigne d'où pouvoient venir dans cet état les secours? le Capitaine se hate d'envoyer son Ecrivain à la nouvelle Orleans, l'auteur de la Consultation trompé par les memoires de ses parties trouve étrange que le Capitaine aille chercher du secours à trente lieues de la, il faut autres trente lieues, dit-il, pour le faire venir, & sept jours se passent entre le naufrage & l'arrivée du secours.

Il critique ensuite avec les mêmes lumieres, les dispositions & la contexture du Verbal, c'est une attestation dressée, dit-il, à la Balize le 3. Septembre par le Capitaine avec diverses personnes de son Equipage, & qualifiée de procès Verbal, suivant la methode de ce Capitaine qui s' imagine de suppléer aux formalités les plus necessaires par des titres frivoles, mais ce n'est là qu'un conte dressé pour la commodité de ceux qui l'ont signé, qui n'ayant ni foi, ni caractère, ni autorité, doit indigner encore de voir qu'on va porter à la Louisiane & à trente lieues loin une declaration dressée à la Balize.

Il falloit la faire cette declaration, ajoute-t-on, avec les solemnités accoutumées, à la Balize même, devant le Juge du lieu, & quand même il n'y en auroit point eu, on avoit un Commandant qui en auroit pu faire les fonctions pour pareil sujet.

Ce Commandant auroit été autant embarrassé à dresser une procedure, qu'il parut avoir de l'éloignement de l'entreprendre, lorsque le Capitaine s'adressa à lui pour cet effet; c'est précisément ce même Commandant qui le renvoya à la nouvelle Orleans, & il paroît par la contexture du verbal, du Greffier du Conseil superieur de cette nouvelle Colonie, qu'il est presque aussi novice qu'un Enseigne d'Infanterie à faire des procedures, & à dresser des Verbaux. Le Sieur Cougnié qui dirige ce beau procès, qui fournit les Memoires, & qui se plaint qu'on va chercher du secours à trente lieues du lieu du naufrage, & un Greffe à la nouvelle Orleans, au lieu des ad-

dresser à la Jurisdiction la plus prochaine , devoit indiquer dumoins quelle est cette Jurisdiction , & de quelle autre part pouvoient venir les secours que de la nouvelle Orleans.

Dès la pointe du jour nous avons retourné à Bord , continué le Verbal , pour soulager le Navire en attendant du secours de la nouvelle Orleans , pendant lequel tems nous avons toujours travaillé autant qu'il a été possible à soulager le haut du Navire , jusques au troisiéme Septembre que l'Ecrivain est arrivé avec du secours de la nouvelle Orleans.

Ces secours furent aussi prompts & aussi multipliés qu'ils pouvoient l'être ; M. Le Marquis de Vaudreuil Commandant de la Louisiane & M. l'Intendant envoyerent dans differens Bâteaux l'équipage du Vaisseau du Roy le Paraham , & ceux de quelques Navires Marchands qui étoient à la nouvelle Orleans. Mais le sieur Cougnie qui a intérêt d'embrouiller, confond toutes les époques , & après avoir trouvé fort étrange, qu'on allât chercher du secours à trente lieues , il suppose lorsqu'il est arrivé , qu'on l'a eu sous la main, dans l'instant même du naufrage , & veut que le Capitaine soit punissable pour n'avoir pas tout sauvé , *sur tout lorsque les secours viennent , dit-il , de tous les côtes.*

Que pouvoit faire le Capitaine avec un Navire échoué & presque englouti dans les eaux à l'entrée du Mississipi ? Devoit il l'abandonner pour aller avec l'équipage , faire un Consulat à trente lieues de là ; il prend le seul parti que la prudence pouvoit lui inspirer , il commence par dresser un Verbal qui est signé par toutes les personnes de son équipage qui pouvoient le faire , & il va le déposer, au desir des parties adverses aussi-tôt qu'il le peut , après avoir sauvé tout ce qu'il a pû du naufrage , *au Greffe de la Jurisdiction la plus prochaine.* Il y fait en même tems son abandon , & fait vendre en consequence aux Enchères publiques par le Greffier de la Jurisdiction ordinaire , à défaut d'Amirauté , les marchandises qu'on avoit sauvé du naufrage.

La nouvelle de cet événement parvint aux sieurs Grimod pere & fils Amateurs du Vaisseau sur la fin du mois de Decembre 1749. par une lettre du sieur Chevalier de Mazan , passager & intéressé sur le même Navire , du 5. Octobre précédent , la declaration en fut faite en consequence à la Chambre du Commerce le 24. Decembre , & le 20. Janvier suivant, les assureurs du sieur Brot & du Capitaine Fabre signerent un écrit , dans lequel après avoir déclaré , qu'ils avoient été instruits par la lettre du sieur Chevalier de Mazan dont ils avoient pris lecture , que le Navire avoit naufragé sur le banc du fleuve de Mississipi , qu'on avoit sauvé une partie de sa cargaison , qui se trouvoit endommagée & qu'il étoit à craindre qu'une bonne partie ne se trouvât perdue totalement, ils acceptent l'abandon que le sieur Brot leur fait , tant pour lui , que pour le Capitaine Fabre , & promettent de payer les sommes par eux respectivement assurées dans trois mois , à compter du jour de la declaration de la perte , sous la promesse desdits sieurs Brot & Fabre , de leur faire repartir les retraits des effets sauvés

après leur arrivée en France & la vente d'iceux, *sans retardation du paiement des sommes assurées.*

Tous les assureurs du Sr. Brot ont payé en conséquence, ceux des sieurs Grimod pere & fils l'ont fait également, les sieurs Nicolas & Cougnie plus attentifs, ou plus éclairés, sont les seuls qui se soient avisés de contester la perte, & d'élever pour tacher de s'affranchir de leurs obligations, dans la police d'assurance, & dans l'acceptation de l'abandon, toutes sortes de difficultés & de chicanes jusques à contester les faits les plus notoires, & à avanturer avec une temerité, à laquelle on ne devoit pas s'attendre de la part de deux Negocians aussi obscurs, les faits les plus injurieux.

Le naufrage n'étoit, disent-ils, justifié, que par une lettre du capitaine Fabre qui ne meritoit nulle attention; lors qu'indépendamment de cette lettre, il l'étoit encore par celle du sieur Chevalier de Mazan, sur laquelle la declaration avoit été faite à la Chambre du Commerce, & dont ils avoient déclaré eux même, qu'ils avoient pris lecture, dans l'écrit où ils avoient accepté l'abandon, & promis de payer les sommes assurées.

S'il y avoit un naufrage, *il y avoit tout lieu de presumer qu'il avoit été de commande, le Consulat est ici, disoient-ils, dans les mains des interessez & de ceux qui agissent pour le Capitaine, & on ne le cache que pour laisser ignorer aux assureurs de quelle maniere l'échouement est arrivé, les marchandises déchargées au Cap, & celles qu'on a sauvées; le Capitaine n'avoit eu garde de suivre l'exemple du sieur Chevalier de Mazan dans l'abandon qu'il avoit fait à ses assureurs parce qu'il étoit sûr de son fait & que sa marchandise étoit en son pouvoir, & il ne falloit pas s'étonner que les autres assureurs eussent payé, parce qu'outre qu'on peut se laisser tromper, on peut faire aussi des accords secrets dont l'apparence impose. Qu'est ce que c'est qu'un procès qu'on défend par des pareilles impostures.*

Le Consulat étoit ici dans les mains des interessez au Vaisseau lorsqu'il est bien justifié qu'on n'a fait, & qu'on n'a pû faire que le Verbal qui a été déposé au Greffe du Conseil supérieur de la Louisiane.

Le capitaine neut garde d'imiter le sieur Chevalier de Mazan dans l'abandon qu'il fit à ses assureurs, parce qu'il avoit ses marchandises en son pouvoir. Lorsqu'il est justifié que s'il ne fit pas alors son abandon, le 25. Novembre, c'est qu'il l'avoit fait un mois & demi auparavant, en déposant le 3. Octobre le Verbal de l'échouement au Greffe du Conseil supérieur. De pareilles suppositions assortissent l'idée, que tout ce qu'il y a de mieux sur la place, les assureurs des sieurs Grimod pere & fils, & ceux du sieur Brot, se sont prêtés pour en imposer aux sieurs Nicolas & Cougnie par des accords secrets.

C'est cependant à la faveur de ces exceptions, dignement étayées par des lettres Royaux de rescision envers l'acceptation de l'abandon, que ces deux assureurs ont jusques à présent éludé le paiement des sommes assurées; honteusement condamnées par la Sentence interlocutoire du 23. Septembre dernier; leurs chicanes ne sont pas pour cela épuisées, avec l'avantage d'oser tout avanturer jusques aux faits

les plus injurieux , nonseulement sans preuve , & sans indice , mais contre la notoriété publique , & les preuves même qui sont au procès , il n'est pas difficile de l'embarrasser & de jeter des nuages sur la vérité , & la bonne foi la plus lumineuse.

Les causes des Négocians , en matiere principalement d'assurances , ne doivent pas se traiter avec les rigueurs & les pointilleries de droit , qu'on abhorre dans leur profession , tous les Docteurs d'accord avec la raison & nos usages , se réunissent pour l'établir en principe , *contractus isti assurationis pertractandi non sunt cum juris apicibus & rigoribus , sed servanda mercatorum consuetudines , eorumque styli ad publicam utilitatem recepti.* Ces termes sont d'Ansaldo dans ses discours sur les matieres de commerce *disc. 70. n. 7. Santerna de assurationibus part. 2. n. 22. & part. 3. n. 1. Thesaurus quest. 77. n. 10. de Luca de credito disc. 23. n. 7. & 8. & disc. 108. n. 16.* disent la même chose.

Ideoque in hujusmodi materiis, dit ce Cardinal dans le premier des deux discours cités , *semper magis placuit , aliquorum emporiorum vel mercantilium civitatum stylus , ut per Mercatores ac judices pectorales , cum hac equitate , ac usu mercatorum , non autem per apices juris , hujusmodi controversiæ decidi debeant , eodem modo quo idem sequi debent. in assurationibus navium & similibus , non autem procedendum cum juris subtilitatibus ac rigoribus.*

La Sentence interlocutoire du 23. Septembre de l'exécution de laquelle il s'agit , ordonne qu'avant dire droit le Capitaine Fabre justifiera en dûe forme , dans trois mois , des marchandises laissées au Cap , faisant partie de la Pacotille dont s'agit. De retour à Marseille le 10. Octobre suivant , il a communiqué aussi-tôt , toutes les preuves possibles & les moins suspectes du fait interloqué.

Pour saisir l'esprit de la Sentence , & ce quelle a entendu par ces mots *en dûe forme* , il faut se referer à l'état du procès , lorsqu'elle a été rendue , il n'y avoit alors d'autre justification , des marchandises laissées au Cap , que la lettre du Capitaine au sieur Brot du 15. Juillet 1749. la Sentence a voulu d'autres preuves , que celle d'une lettre qui venoit de la main de la partie , qui pouvoit paroître suspecte , tant qu'elle n'étoit point étayée d'autres justifications.

L'Ordonnance dans les differents articles qui sont sous le titre *des congez & Rapports* soumet bien le Capitaine à faire son rapport des accidens de sa navigation *vingt-quatre heures après son arrivée* , mais ce rapport ne peut jamais indiquer les Marchandises qu'il peut vendre dans les lieux où il doit le faire & où il fait Echelle , puis qu'indépendamment de ce qu'il doit être fait *dans les vingt-quatre heures* , il doit l'être encore suivant l'art. 9. *avant de decharger aucunes marchandises , si ce n'est en cas de peril imminent* , outre que le plus ou le moins , la nature & la qualité des marchandises qui peuvent être débarquées dependent des avis qu'on peut avoir dans le lieu de l'Echelle , de l'état du commerce dans celui de la dernière destination , des occasions de vendre , & des occurences plus ou moins favorables pour le commerce.

Il n'est pas possible sur ces principes, que le rapport que le Capitaine Fabre a dû faire à son arrivée au Cap, contint les marchandises qu'il auroit occasion d'y vendre, & il ne l'est pas non plus, que la Sentence ait entendu que ce Capitaine devoit remplir la justification qu'elle demande, par une espece de procédure que l'Ordonnance n'exige pas, & qu'on ne connoit pas aussi dans les usages du commerce, où l'on ne voit pas qu'un Navire destiné à faire différentes Echelles, aille avant son départ, faire des déclarations des marchandises qu'il a débarquées; loin de tranquiliser les Juges, une pareille déclaration, seroit aucontraire par sa nouveauté, une forte présomption de fraude.

Il n'est pas douteux que le Capitaine Fabre n'eut dans son Navire, lors de l'échouement, une partie considérable des marchandises de sa pacotille, l'existence de celles qu'on a sauvé du naufrage, & qu'on a en conséquence vendues juridiquement à la nouvelle Orleans, justifie que le doute ne pourroit tomber que sur le plus ou le moins, dès qu'il est prouvé que partie des marchandises énoncées dans la police de chargement à Marseille, & dans la facture ont été vendues après le naufrage, à la nouvelle Orleans.

Quel naufrage d'ailleurs? il paroît par le Verbal dressé par l'équipage lors de l'échouement, & par les déclarations faites au Greffe du Conseil supérieur de la Louisiane, par le sieur Chevalier de Mazan, le Capitaine & l'Ecrivain, que malgré tous les soins qu'on pût apporter à sauver les effets de la cargaison, & des pacotilles de différents particuliers, la plus grande partie perit dans les flots & le reste fut entièrement avarié.

Lesquels nous ont dit & déclaré; est-il dit dans le Verbal fait au Greffe de la nouvelle Orleans le 25. Novembre qu'il y a deux jours que le restant des marchandises rechapées & sauvées du naufrage sont arrivées au Port de cette Ville . . . le surplus des autres effets & marchandises qui étoient embarquées, ainsi que partie des Agraix & Appareux ayant été totalement perdus, & ledit Navire brisé & abandonné sans esperance de pouvoir rien sauver.

Attendu les pertes considérables qu'il y a dans le naufrage arrivé audit Navire, à l'Embouchure du fleuve de Mississipi, est il dit encore, dans la déclaration faite au même Greffe, par le Capitaine & l'Ecrivain le 22. du même mois, ou la majeure partie des effets, tant de la cargaison que pacotilles, ont péri totalement, & la partie sauvée très avariée; attendu que le Navire a crevé, & l'eau est entrée plus de seize pieds dans led. Navire.

Il est constant sur le pied de ces déclarations, que la majeure partie des effets en pacotilles a péri, quel éclaircissement peut-on souhaiter encore? Est-ce de connoître en détail ces effets qui ont été engloutis dans les eaux? Il en a été dressé un inventaire après le sauvetage entièrement fini; au bas du quel, le Capitaine en second, l'Ecrivain & le Chirurgien ont mis leur Certificat à la nouvelle Orleans le 26. Novembre 1749.

Nous Officiers, y est-il dit, du Navire le Marquis de Vandrevuil, Capitaine André Vincens Fabre de Marseille, tous soussignez certifions que les articles cy-dessus mentionnés, tant du compte de la pacotille dud. Capitaine que de celles de ses amis n'ont du tout point paru, & qu'ils ont été totalement perdus dans le naufrage dudit Navire, malgré toutes les diligences, que led. Capitaine a peu faire pour pouvoir les sauver en foi de quoi &c.

Cet inventaire indique séparément les effets embarqués à Marseille, & au Cap, qui ont péri dans le naufrage, & avec ces effets ceux encore des pacotilles des sieurs Charbonnier, Rangony, de Luzignan, Hogner, Gachet, & de la Dame Marquise de Ponteves, qui ont également péri, les autres ont été vendues à la nouvelle Orleans, avec les autres effets sauvés, le verbal de vente est communiqué.

Ce même inventaire est exactement relatif, aux polices de chargement faites à Marseille & au Cap, & il est bien sensible qu'il eut rendu l'interlocutoire parfaitement inutile, si cette piece qui n'a pû être communiquée qu'après la Sentence, & le retour du Capitaine Fabre à Marseille, avoit été produite auparavant.

Quel est en effet l'objet de la Sentence; ce ne peut-être évidemment que celui de connoître par les effets laissés au Cap, ceux qui ont péri dans le naufrage; cet éclaircissement devenoit inutile, dès le moment qu'on en avoit l'état sous les yeux.

Il est cependant désormais au procès, indépendamment de l'inventaire des effets perdus, justifié de la meilleure manière qu'il pouvoit l'être, par l'attestation de tous les Officiers du Navire; l'on a communiqué l'état des marchandises vendues ou laissées au Cap, certifié par les mêmes Officiers du Bord, les reconnoissances de ceux qui ont acheté ces marchandises, ou dans les mains desquels on les a laissées, les comptes & acquits des marchandises achetées, & chargées en remplacement au Cap, & la police de chargement de ces mêmes marchandises signée par le Capitaine en second, qui est aux Isles, & par l'Ecrivain; en quelle meilleure forme pouvoit on jamais remplir la justification ordonnée par la Sentence.

Elle est d'autant moins suspecte, qu'il est bien constamment certain, que toutes ces pieces sont antérieures à la Sentence, puisqu'elles émanent de personnes qui sont aux Isles, & qu'elles ont été communiquées, aussi-tôt après le retour du Capitaine Fabre les 19. & 20. Octobre moins d'un mois après la Sentence du 23. Septembre.

Ce n'est pas tout, leur authenticité & la bonne foi du Capitaine Fabre à cet égard est justifiée encore par la declaration par lui faite au Greffe de la nouvelle Orleans le 3. Octobre 1749. ou pour constater les effets qu'il avoit laissé au Cap, le Verbal s'énonce en ces termes.

Nous a de plus déclaré, qu'il a laissé en passant au Cap Isle St. Domingue une partie des pacotilles, lesquelles lui appartenoient, & dont il joindra à la presente la facture desd. pacotilles, attendu qu'il en avoit vendu partie, dont il avoit avec lui les retraits, & l'autre partie invendue, dont il rapportera les reconnoissances de ce qu'il avoit consigné s'entend copie collationnée aux originaux.

II

On peut reconnoître à cette contexture du Verbal, le peu d'expérience & d'habileté de celui qui le dresse, qui trouva même inutile dans la suite, d'y joindre la facture qu'il avoit énoncée, & reduisit le Capitaine à la faire souscrire par les Officiers de son bord.

Cependant tout mal conçu qu'il est, ce Verbal justifie, que les pièces que le Capitaine produit, ne sont point de sa part un reavisé, puisqu'il se proposoit dès lors de justifier les marchandises qu'il avoit laissées ou vendues au Cap, par les reconnoissances de ceux qui les avoient achetées, ou qui s'en étoient chargés pour les vendre, de sorte que s'il pouvoit manquer quelque chose à la regularité de ces reconnoissances, à l'effet de remplir l'objet que ce Capitaine se proposoit, c'est moins à sa bonne foi qu'on devroit s'en prendre, qu'à l'inexpérience d'un homme de mer, qui n'a pas trouvé plus de lumières qu'il en avoit lui même dans le Greffier de Mississipi qui auroit dû le redresser.

Il est tems de voir ce qu'on oppose, que ne peut-on point avanturer après avoir osé hardiment soutenir, que des marchandises qu'il est désormais bien justifié qu'on a vendues au Cap ou à la nouvelle Orleans après le naufrage n'avoient jamais été embarquées à Marseille, qu'il n'y avoit jamais eû de naufrage, ou qu'il avoit été de commande, & que le Capitaine & tous les autres Officiers du bord étoient des *mauvais faussaires*, qui avoient daté de la nouvelle Orleans, des Certificats qu'ils avoient faits à Marseille, après la Sentence, lorsque de ces Officiers il y en a deux, *les sieurs la Salle & Michel* qui sont encore aux Isles de l'Amerique.

Il ne suffit pas, dit-on, au Capitaine de faire voir qu'il a laissé telles & telles marchandises il doit prouver qu'il n'a laissé que cela sans qu'il lui soit permis de dire que ce qu'il n'a pas laissé au cap & ce qu'il prétend n'avoir pas sauvé du naufrage, soit perdu, avec d'autant plus de raison que lorsqu'on lui a opposé qu'il avoit laissé au cap, la plus grande partie des effets assurez, le sieur Brot a répondu, que c'étoit une invention.

Si en confondant les époques, les Srs. Nicolas & Cougnié ne se proposoient pas d'embarasser le procès, & de sauver dans l'obscurité leurs honteuses chicanes, ils distingueroient les tems, & ne feroient point un crime au sieur Brot de leur avoir tenu ce langage, lorsqu'il ignoroit encore, si le Capitaine Fabre avoit laissé des effets au Cap.

Il eut peu importé de sçavoir quels sont ces effets, si l'on avoit peu voir lors de la Sentence, que ceux qui avoient péri, ou qu'on avoit sauvé dans le naufrage, égaloient la valeur des sommes assurées; la police d'assurance permettoit au Capitaine Fabre de *toucher au cap, & de faire Echelle dans tous les lieux & endroits que bon lui sembleroit*, il n'est pas douteux que cette faculté n'emporta celle, de décharger & de vendre une partie des marchandises de la pécotille au Cap, & d'en charger d'autres en remplacement du tout ou de partie, puisque c'est ce qu'on entend par les mots *faire Echelle* comme on peut le voir dans *clairac p. 236. & dans le Commentateur de l'Ordonnance sur l'art. 3. au tit. des assurances*, le risque des assureurs étoit

consequemment fini , à l'égard des marchandises déchargées au Cap, dès le moment qu'elles étoient à terre , & couroit en remplacement sur celles qui y étoient embarquées pour la nouvelle Orleans, qui étoit le lieu que l'Ordonnance dans l'art. 9. au titre des assurances , appelle *le dernier reste*. Ces principes posés dans quel autre objet a t'on peu demander la justification de la quantité des marchandises laissées au Cap , qui étoient sorties de risque & sur lesquelles les assureurs n'avoient plus rien à voir , quelque événement que put avoir le Navire , soit qu'il arriva heureusement , ou qu'il périt dans les flots , si ce n'est de connoître par analogie & par la quantité des marchandises laissées au Cap , celles qui restoit en risque, pour voir si leur valeur excédoit , ou n'égalait pas les sommes assurées.

Ce fait est désormais éclairci de la maniere la plus lumineuse , & il y a plus , quelque objet qu'on veuille donner à la Sentence , la justification est au procès , non seulement de la quantité des marchandises laissées au Cap , mais de la quantité encore de celles qui étoient en risque , du Cap à la Louisiane , & non seulement des marchandises laissées au Cap , mais que le Capitaine n'y a laissé que ces marchandises.

La quantité de celles *laissées au Cap* , est justifiée par les reconnoissances de ceux qui ont acheté celles que le Capitaine a vendues , & par la reconnoissance encore des sieurs *le Gras & Tardieu* , au bas de la facture de celles qu'il leur a laissées pour vendre.

Elle est intitulée *Facture de diverses Marchandises , laissées entre les mains de Messieurs le Gras & Tardieu Negocians au Cap François Isle St. Domingue , pour le compte de M. Brot de Marseille , intéressé pour les trois quarts & le Capitaine Fabre pour un quart , le tout en argent de France.* Et la reconnoissance desd. sieurs Legras & Tardieu qui est au bas , du 11. Juillet 1749. est conçûe en ces termes.

Nous déclarons avoir reçu les marchandises mentionnées cy-dessus , & de les vendre au plus grand avantage de ces Messieurs & non pour des marchandises , s'il se peut comptant , ou autrement chercher de bons debiteurs , si non nous garderons lesd. marchandises à la disposition du Capitaine Fabre pour les lui remettre après son retour du voyage qu'il va faire à la Louisiane, en nous payant notre commission de quatre pour cent sur la vente.

Le tems duquel cette reconnoissance a été faite avant le depart du Cap pour la Louisiane, en justifie la sincérité , & il n'est pas besoin d'aider les reflexions de Messieurs les Juges pour leur faire sentir , que n'étant pas naturel que ce Capitaine eut laissé les marchandises qu'il vouloit vendre au Cap dans différentes mains , cette reconnoissance en justifiant qu'il avoit laissé dans celles des sieurs Legras & Tardieu telles & telles marchandises, justifie par une consequence presque nécessaire , la negative à laquelle les sieurs Nicolas & Cougnie veulent soumettre le Capitaine Fabre.

Cette preuve se fortifie encore surabondamment par la lettre de ce Capitaine au sieur Brot , du 15. Juillet 1749. qui a été communiquée avant la Sentence , dans laquelle il écrit qu'il n'avoit pû vendre

296
 dre que les articles de la commission , dont il avoit été chargé de la part du sieur Castelveyre , & les Souliers communs pour femmes , & qu'il avoit laissé dans les mains des *seurs Legras & Tardieu* les mêmes effets détaillés dans la facture au bas de laquelle est leur reconnaissance , *les dix-huit Barils d'Huile , quarante douzaines de Gans , soixante deux paires Souliers ou Mules d'Etoffe , & la Barrigue d'Anis* , desorte que cette Lettre se conciliant parfaitement , avec la reconnaissance de ces deux Negocians , donnée en tems bien utile , puisque c'est avant le depart du Cap pour la Louisiane , elles se soutiennent & se justifient mutuellement , & prouvent pleinement au desir de la Sentence interlocutoire , *la quantité des marchandises laissées au Cap*.

A l'égard de *la quantité qui étoit en risque du Cap à la Louisiane* , & lors du naufrage , elle est justifiée par la police de chargement & la facture de celles , qui ont été embarquées à Marseille , sur lesquelles il n'y a qu'à deduire celles qui ont été laissées au Cap , pour voir celles qui restoit en risque , & à l'égard de celles qui ont été chargées au Cap en remplacement , la quantité en est justifiée par les comptes & les acquits de ceux qui les ont vendues au Cap , au Capitaine Fabre , & par la police de chargement du Cap à la Louisiane , signée par le Capitaine en second qui est encore aux Isles , & par l'Ecrivain.

Que faut-il prouver encore pour vaincre les chicanes , & la mauvaise volonté des *seurs Nicolas & Cougnie* , que le Capitaine Fabre n'a laissé au Cap , que telles & telles marchandises , cette preuve négative est déjà remplie comme on l'a observé par les pieces qu'on a indiquées , & elle l'est encore d'une maniere positive & précise , par la declaration des Officiers du bord , donnée à la Louisiane le 26. Novembre 1749.

Nous Officiers du Navire le *Marquis de Vaudreuil* Capitaine *André Vincens Fabre* de Marseille tous soussignez , certifions que led. Capitaine Fabre n'a point débarqué d'autres articles de sa pacotille à son relâche au Cap St. Domingue que ceux qui sont mentionnés dans la présente facture en foi de quoi &c.

Il n'y a pas apparence , dit-on , que ceux qui ont donné ce certificat mal à propos qualifié de *procès verbal* aient deviné à la Louisiane que M. le Lieutenant de l'Amirauté chargeroit le Capitaine d'une preuve , pour laquelle il seroit nécessaire , d'ailleurs l'Ecrivain pouvoit-il sçavoir à la Louisiane non plus que personne autre de l'Equipage , ce que le Capitaine avoit débarqué au Cap . il n'est pas possible que cet Ecrivain , & les deux autres hommes de l'Equipage qui l'ont signé , eussent été temoins oculaires , de ce que le Capitaine auroit chargé plusieurs mois auparavant , quoi qu'en supposant qu'ils l'eussent vu , il étoit également impossible qu'ils s'en fussent souvenus ; puis qu'il s'agit d'un grand nombre d'articles de diverses qualitez & de différentes valeurs , les trois hommes de l'equipage ne peuvent pas avoir chargé au Cap leur memoire de tout cela , pour en rendre un temoignage précis , ni à la Louisiane , ni à Marseille.

S'il n'est pas apparent que ceux qui ont donné ce Certificat aient deviné à la Louisiane , que Monsieur le Lieutenant chargeroit le

Capitaine Fabre d'une preuve, pour laquelle il seroit necessaire, il est consequent, que ce Certificat ne peut pas être suspect, dès lors qu'il est physiquement certain qu'il n'a été donné, *ni à Marseille ni après la Sentence* comme les sieurs Nicolas & Cougnié le supposent, or ce fait décisif est bien physiquement certain, dès que des trois Officiers qui l'ont signé, il y en a deux le Capitaine en second, & le Chirurgien, qui étoient lors de la Sentence, comme ils sont encore aux Isles de l'Amerique, à moins que le sieur Cougnié assez temeraire pour tout avanturer; ne veuille dire encore, que le Capitaine Fabre a envoyé chercher cette declaration aux Isles dans l'intervalle de la Sentence à la communication, c'est-à-dire, du 23. Septembre 1750. jour de la Sentence au 20. Octobre suivant jour de la communication, le reste du raisonnement des adversaires est de même force.

Il n'est pas possible, dit-on, que ces trois hommes de l'Equipage eussent été témoins oculaires de ce que le Capitaine avoit chargé plusieurs mois auparavant.

On a voulu dire sans doute *dechargé*, & la prétendue impossibilité est évidemment une chimere.

Les effets dechargés se reduisent à ceux de la commission du Sr. Castelveyre, à 67. paires de Souliers, à une Malle contenant les Souliers & les Gans laissés aux sieurs Legras & Tardieu, à dix-huit Barrils d'Huile, & une Barrique d'Anis, ce detail est-il donc si grand que les Officiers du Bord n'ayent pas pu en charger leur memoire? Reunis dans le même Navire, pour le même objet, il seroit aussi étrange, qu'ils eussent ignoré les marchandises, que le Capitaine avoit laissées au Cap, qu'il est au contraire naturel qu'ils en aient été exactement informés, independamment de ce que la relation de la declaration de ces Officiers, avec la lettre du Capitaine du 15. Juiller 1749. & la reconnoissance des sieurs Legras & Tardieu en justifie la sincerité.

La date, dit-on, de la nouvelle Orleans du 26. Novembre 1749. est fausse, parce qu'elle ne peut pas s'allier avec la declaration faite par le Capitaine le 3. Octobre precedent au Greffe du Conseil superieur de la Louisiane, si la facture en question certifiée par les trois hommes de l'Equipage avoit été réellement dressée à la Louisiane, elle auroit fait partie de ces reconnoissances, dont le Capitaine parloit au Greffier, & le Capitaine en auroit eu alors l'original en main, la date seroit donc antérieure à la declaration du Capitaine & elle n'est pourtant que d'environ deux mois après.

L'on pense bien, que c'est moins pour refuter un pareil argument qu'on le rapelle, que pour faire sentir combien la cause est déplorable, puis qu'on est obligé de la défendre par de si mauvais raisonnemens; la date de la nouvelle Orleans du 26. Novembre 1749. ne pourroit point s'allier, l'on en convient, avec la declaration du 3. Octobre precedent, si dans cette declaration antérieure, il étoit fait mention, de la facture certifiée le 26. Novembre; mais dès que dans cette declaration du 3. Octobre il n'est nullement fait mention de la piece postérieure du 26. Novembre, où est la contradiction pour

qu'on puisse dire, que ces deux pieces ne peuvent point s'allier, & que la declaration du 3. Octobre prouve le faux de la date du 26. Novembre d'après. Independamment du ridicule, que cette declaration, ou reconnoissance des Officiers du Navire, n'a pas été dressée à la Louisiane le 26. Novembre, puis qu'elle ne fait pas partie des reconnoissances dont le Capitaine parle dans sa declaration du 3. Octobre precedent.

Le Capitaine a communiqué, dit-on, deux seules pieces relatives à la facture certifiée par les Officiers du Navire, c'est-à-dire les certificats des sieurs Castelveyre, & de la Veuve Tardivy, l'un est daté du 12. Juillet 1749. l'autre du 27. Juin 1750. le Capitaine ne pouvoit pas avoir le dernier lors de sa declaration du 3. Octobre 1749. & s'il mentoit pour l'un, il n'étoit pas plus sincere pour l'autre.

Il faut avoir beaucoup de sang froid pour ne pas imiter le ton des sieurs Nicolas & Cougnié, & repondre avec moderation à des raisonnemens si pitoyables, le Capitaine dit il, dans la declaration du 3. Octobre qu'il eut en main celle de la Veuve Tardivy, & s'il ne le dit pas, que devient le raisonnement, & où est le mensonge qu'on lui reproche.

Dans quelle Logique d'ailleurs les adversaires ont-ils puisé ce bel argument; le Capitaine n'avoit pas le 3. Octobre 1749. la declaration de la Veuve Tardivy du 27. Juin 1750. donc il n'avoit pas non plus celle du sieur Castelveyre du 12. Juillet 1749.

A quoi peuvent servir, dit on, les certificats des deux acheteurs du Cap (le sieur Castelveyre & la Veuve Tardivy) qui sont inconnus à Marseille il faudroit qu'ils fussent legalisés pour être en due forme & quand ils le seroient, il en faudroit un troisième des effets invendus, parce qu'en supposant qu'il n'y eut pas d'autres effets vendus, que ceux attestés par Castelveyre & la Veuve Tardivy; on trouveroit dans les effets invendus, le reste de ce que le Capitaine auroit laissé.

La justification en est au proces, & les adversaires n'ont qu'à joindre la reconnoissance des sieurs Legras & Tardieu, des effets que le Capitaine Fabre leur a laissé, en partant du Cap pour la Louisiane, à celles des acheteurs du Cap, du sieur Castelveyre & de la Veuve Tardivy, ils trouveront exactement dans la reconnoissance des sieurs Legras & Tardieu des effets invendus, le reste de ce que le Capitaine a laissé, & s'il ne manque pour rendre les Certificats des sieurs Castelveyre & de la Veuve Tardivy en due forme que d'assurer leur seing, on est en état de constater celui du sieur Castelveyre, par tout autant de Capitaines qu'il y en a qui font le voyage du Cap & celui de la Veuve Tardivy, par le sieur Jean François Inard, dont les sieurs Nicolas & Cougnié respecteront sans doute la probité.

Pour justifier, dit-on, en due forme la quantité des marchandises laissées au Cap, le Capitaine Fabre auroit dû rapporter une declaration faite par lui & avec serment au Cap, lors de son relache dans le Greffe de l'Amirauté, de toutes les marchandises qu'il auroit dechargées, & cette declaration devoit être soutenue par les gens de l'Equipage, & autres personnes dignes de

foi , appellées au dechargement , ou s'il aime mieux les procès verbaux , il devoit en faire dresser un par le Lieutenant , ou quelque autre Officier de l'Amirauté au Cap qui auroient assisté au débarquement , les articles vendus ou invendus auroient pu ensuite être attestés par les acheteurs , ou les depositaires , mais il auroit fallu commencer par assurer l'état du dechargement & c'est cet état dont on auroit pu déposer l'Extrait au Greffe de la Louisiane.

C'est dommage qu'avec les talens que le sieur Cougnie a pour la chicane , il n'en forme pas une Ecole à Marseille pour l'instruction des navigateurs , & les mettre à couvert de la mauvaise foi de ses pareils , mais il faudroit cependant auparavant , qu'il commençât par se fixer lui même , sur la nouvelle espece de procedure qu'il veut leur prescrire , & qu'il apportât un peu plus d'attention à ses leçons puisque la declaration au Greffe , & ses verbaux ne meneroient absolument à rien.

Il veut que la declaration qu'il suppose que le Capitaine auroit dû faire au Greffe avec serment soit attestée par les gens de l'Equipage , & autres personnes dignes de foi appellées au dechargement. On lui demandera d'abord , s'il entend qu'outre les personnes de l'Equipage , le Capitaine appelle encore au dechargement de chaque Balle , des personnes dignes de foi , pour y assister , & on lui fera observer 1°. Que les declarations & ses Verbaux auront d'abord l'inconvenient de devoir être reiterés , tout autant de fois , que le Capitaine auroit occasion de vendre une Balle de marchandise , où plutôt tout autant de fois qu'il auroit occasion de vendre , dans un commerce souvent en detail , tel que celui de l'Amerique , une certaine quantité de paires de Bas , ou de Souliers. 2°. Qu'il ne suffiroit pas que l'Equipage , & ces personnes dignes de foi qui devroient ainsi se rassembler pour assister au dechargement , & aller ensuite au Greffe , fussent simplement témoins du dechargement de chaque Balle , mais qu'il faudroit encore qu'ils la verifiassent , pour pouvoir attester avec connoissance de cause , que c'est telle & telle marchandise qu'on a débarquée , puisque tout ce qu'ils pourroient dire autrement , seroit qu'ils ont vu decharger une Balle marquée d'un tel numero , & d'une telle marque.

Ce n'est pas tout , qu'on suppose avec un Equipage , & des personnes dignes de foi occupées à voir decharger des Balles , & à les verifier , un Greffier de l'Amirauté toujours la plume à la main , pour recevoir les declarations des marchandises dechargées à chaque occasion que le Capitaine & ses Officiers auront successivement de les vendre , il resultera à la bonne heure d'une procedure si exacte , qu'on a bien réellement débarqué telles & telles marchandises , mais en resultera t'il au gré des parties adverses qu'on n'a dechargé que celles là , & dès qu'il n'en doit resulter que la preuve du dechargement de telle ou telle marchandise , est-il la peine d'occuper tant de gens pour constater inutilement un fait , qui peut l'être tout aussi sûrement par les certificats des acheteurs , ou les reconnoissances de ceux qui ont reçu les marchandises pour les vendre.

Dira-t'on que les inconveniens qu'on releve , ne sont qu'une chimere

mere , ou un badinage , puisque le Capitaine peut tout d'un coup débarquer les marchandises qu'il se propose de vendre , & en aller faire la declaration au Greffe avec l'Equipage & les personnes dignes de foi , qu'on veut lui donner pour temoins , il restera outre l'inconvenient bien réel d'obliger ce Capitaine de faire une seconde declaration pour le rembarquement des marchandises avec l'assistance infiniment plus necessaire des mêmes personnes , s'il n'a pas trouvé occasion de les vendre , en tout ou en partie , & qu'il veuille les porter ailleurs , & faire différentes Echelles , comme la police d'assurance le lui permet , l'inconvenient encore d'obliger ce Capitaine d'avoir des Magasins à terre pour un séjour momentané , & de consumer ses marchandises en fraix.

Il y a plus , laissons pour un moment ces inconveniens à part ; dans quels tems les adversaires veulent-ils que le Capitaine aille faire sa declaration au Greffe , ou qu'il appelle M. le Lieutenant pour assister au débarquement , & dresser ses Verbaux , c'est dit-on *lors du relâche* , mais ce n'est point assés , ou plutôt ce n'est rien dire , puisque la declaration ou les Verbaux deviennent inutiles , s'ils ne sont pas faits dans l'instant du depart , & si M. le Lieutenant ne voit pas lui même mettre le Navire à la voile , puisque s'il y a de l'intervalle de la declaration ou du Verbal au depart , rien n'empêche que le Capitaine en profite pour decharger d'autres marchandises : c'est mal connoître le commerce que d'en assujettir les operations à des formalités , la bonne foi se montre mille fois plus évidemment dans la simplicité de ces operations , que dans les subtilités & les precautions qui ne sont le plus souvent que des preparatifs , pour couvrir la fraude & en assurer l'impunité.

Le Capitaine Fabre ne s'est point entendu , dit-on , avec ses Officiers , dans la facture par eux certifiée , on ne voit point dans cette facture les articles de sa lettre écrite du Cap au sieur Brot le 15. Juillet 1749. qu'il dit avoir vendus à cent pour cent de benefice montant à la somme de 2655. liv. 17. sols 2. deniers ces articles ne sont point expliqués dans la lettre ni ailleurs , ils sont sans doute différents de ceux vendus à Castelveyre , & à la Veuve Tardivy , dont les premiers montent à 2885. liv. 18. sols & les autres à 234. liv. 10. sols. Dira-t-on que suivant la même lettre , ces articles contenoient une commission du Capitaine , mais dans cette supposition , il auroit toujours fallu donner une explication des mêmes articles , pour voir d'où venoit la prétendue commission , en quoi elle consistoit , si les marchandises qu'on disoit être de la commission n'étoient pas en tout , ou en partie de la pacotille.

Qu'est-ce que c'est que tout ce raisonnement ? Et où en est l'objet , & la fin ? Un procès est bien miserable , quand pour le défendre on est ainsi réduit à l'embarrasser à la faveur d'une équivoque ou d'une erreur de calcul.

La commission que le sieur Castelveyre avoit donnée au Capitaine Fabre faisoit partie de la pacotille avec le sieur Brot , si pour faire finir à cet égard les tracasseries des adversaires ils veulent qu'on leur communique l'ordre que le sieur Castelveyre avoit donné à ce Capi-

taine dans un precedent voyage , il lui sera très aisé de les satisfaire, & s'ils veulent bien encore se guerir une fois , de la temerité, de faire avancer sans reflection , tout ce qu'il leur plaît d'imaginer, pour embarasser la cause , & se convaincre en même tems , que la commission faisoit réellement partie de la pacotille , ils n'ont qu'à rapprocher la reconnoissance du sieur Castelveyre , de la facture de la pacotille , & ils verront , que toutes les marchandises énoncées dans la reconnoissance, le sont exactement dans la facture de la pacotille , comme dans la facture certifiée par les Officiers le 26. Novembre.

Que faut il de plus ? Veulent ils encore se convaincre de l'erreur de calcul que le Capitaine a fait dans sa lettre du 15. Juillet 1749. ils n'ont qu'à rapprocher les articles de la reconnoissance du sieur Castelveyre des prix qu'on donne à ces mêmes articles dans la facture de la pacotille , & ils verront , qu'en ajoutant relativement à la lettre du 15. Juillet , cent pour cent de benefice , au prix coté dans la facture , cette même commission a réellement produit 2885. liv. 18. s.

Après cela n'est-ce pas la chose du monde la plus étrange , qu'on veuille que le Capitaine ait deviné lorsqu'il écrivoit cette lettre du 15. Juillet , les chicanes que les sieurs Nicolas & Cougnié lui feroient un jour , & que pour les prevenir il eut dû donner une explication dans cette lettre des mêmes articles , pour voir d'où venoit la prétendue commission , en quoi elle consistoit , & si les marchandises qu'on disoit être de la commission , n'étoient pas en tout ou en partie de la pacotille.

Les pieces produites pour justifier ce que le Capitaine a chargé en retrait , au Cap pour la Louisiane sont étrangères , dit-on , à l'objet de la Sentence , qui est de sçavoir les marchandises laissées au Cap , & non celles qu'on y a prises , ces pieces qui sont quatre quittances des 13. 14. & 15. Juillet ne s'accordent point avec la lettre du Capitaine du 15. ou il dit qu'il employeroit pour la Louisiane le produit des effets vendus , en cas qu'on le lui donnât l'emploi ne pouvoit donc pas être fait auparavant , d'ailleurs si ce Capitaine a réellement acheté les cinq Barriques de Sel mentionnées dans l'acquit du 15. Juillet , il les a apparemment laissées , puisqu'on ne les trouve pas dans la police du chargement du Cap. On aura également laissé la moitié du Velours , puisque la police ne dit qu'une demi piece , cela étant , pourquoi produire la prétendue facture des marchandises achetées au Cap , & y dire qu'elles ont été chargées , en énonçant la piece entiere de Velours , avec les Barriques entieres de Sel , tandis que le connoissement en retranche une partie , & que tout ce prétendu chargement qu'on porte dans la facture à 1216. liv. 10. sols n'iroit suivant la police qu'à 743. liv. 10. sols.

L'on ne rapelle ainsi sous les yeux de Messieurs les Juges , les instructions que le sieur Cougnié a données à ses conseils , & qu'ils ont rapportées dans leur consultation , que pour leur faire voir au doigt & à l'œil , jusques où va sa mauvaise foi. On aura également laissé , dit-il , la moitié du Velours , puisque la police ne dit qu'une demi piece , cela étant pourquoi produire la prétendue facture des marchandises achetées au Cap , & y dire qu'elles ont été chargées , en énonçant , la piece entiere de Velours.

Qu'il la lise cette facture, il y verra 1. *piece Velour Bleu, vingt deux Aunes trois quarts à trente-cinq livres, sept cent nonante six livres cinq sols*, qu'il jette à présent les yeux sur la police de chargement; il y lira *de-mi, je dis demi piece Velour bleu tirant vingt deux Aunes & trois quarts le tout*, où est la probité de surprendre ainsi les conseils, & de vouloir surprendre encore les Juges, par de pareilles suppositions; qu'importe que dans la facture, on ait dit une piece; & une demi piece dans la police de chargement, si dans la police, comme dans la facture, la longueur de la piece, ou demi piece est également déterminée, à *vingt-deux Aunes & trois quarts*.

A l'égard des cinq Barriques de Sel, il est vrai, elles ne sont point dans la police de chargement, mais si le sieur Cougnié avoit eû plus de bonne foi, il en auroit aisément présumé la cause, en jettant les yeux sur les dates de la police de chargement, & de l'acquit du vendeur, qui sont du même jour 15. Juillet, & il auroit vu alors que la police étant presomptivement déjà faite & dressée; lorsque le Capitaine acheta ces cinq Barriques de Sel. on negligea de les ajouter à cette police; ou d'en faire une autre, faut-il cependant les perdre, le Capitaine y consent; c'est un objet de *septante-cinq livrés*, & il n'est pas moins en état de prouver par tout son équipage, que ces cinq Barriques dont il produit l'acquit du vendeur du Cap ont été réellement embarquées.

L'objet de la Sentence ne peut avoir été comme on l'a dit plus d'une fois, que de connoître par les marchandises laissées au Cap; celles qui étoient en risque, dans la traversée du Cap à la Louisiane, & qui étoient dans le Navire lors du naufrage, & la police d'assurance donnant expressement au Capitaine la faculté de toucher au Cap, & d'y faire Echelle, c'est-à-dire d'y décharger, & charger d'autres marchandises en remplacement; ainsi que dans tous les autres lieux & endroits que bon lui sembleroit, jusques à son dernier reste; qui étoit la nouvelle Orleans, il n'est pas douteux que les pieces produites, la facture des marchandises achetées au Cap, les acquits des vendeurs & la police de chargement n'entrent parfaitement dans l'objet de la Sentence.

Les dates des acquits des vendeurs ne s'accordent point, dit-on, avec la lettre postérieure du Capitaine qui mande qu'il emploiera le produit des effets vendus, suppose qu'on le lui donne. L'envie de ne pas payer s'il étoit possible trouble les yeux du sieur Cougnié au point qu'il voit dans les pieces des contradictions qui n'y sont pas, & ne voit pas les preuves qui l'accablent.

Il ajoute qu'on porte la valeur des marchandises chargées au Cap dans leur facture, à douze cent seize livres dix sols, tandis qu'elle n'iroit suivant la police, qu'à sept cent quarante trois livres dix sols. Où trouve-t'il que suivant la police ces marchandises n'aillent qu'à sept cent quarante trois livres dix sols, les seules vingt-deux Aunes trois quarts de Velour bleu énoncées dans la police de chargement comme dans la facture; ont coûté au Cap sept cent nonante six livres, suivant l'acquit du vendeur;

qu'il rapproche les autres acquits des autres marchandises énoncées dans la police, il trouvera que ces marchandises montent exactement à la même valeur portée dans la facture, aux septante cinq livres, près du montant des cinq Barriques de Sel.

Vent-on se convaincre, dit-on dans un coup d'œil, que la perte est imaginaire, il n'y a qu'à compter : la pacotille assurée est estimée 14000. liv. les 10. pour cent deduits, il reste 12600. liv. le montant net des effets sauvés est de 6817. liv. il faut y joindre 2885. liv. 18. s. des effets vendus à Castelveyre 234. l. 10. des effets vendus à la Veuve Tardivy, il ne faut pas en separer les 2655. l. 17. s. 2. d. du produit de la prétendue commission, mais il faut la faire entrer au contraire dans la pacotille en punition de la frauduleuse inobservation des formalitez que le Capitaine devoit remplir au Cap, toutes ces parties montent dit-on à 12593. l. 5. s. 2. d. on peut en deduire le montant des retraits sauvés, c'est-à-dire 600. l. 2. 6. car on a déjà observé, que suivant la police de chargement, les retraits chargez vont à 743. l. 7. 6. on doit en detraire le prix des cinq Bustes Raisins qu'on dit perdus, & qui valoient 143. l. 5. il n'y a donc que 600. l. 2. 6. à mettre en deduction, il reste ainsi 11993. l. 2. 8. & il ne manque que 606. l. 17. 4. pour parvenir aux 12600. l. mais ce vuide est bien rempli, & fort au delà, par le montant de effets invendus, faisant partie des marchandises laissées au Cap.

Il est aisé de reconnoître le sieur Cougnié à ce calcul, il s'y est peint parfaitement ; indépendamment de l'embarras, & de l'obscurité, il commence pour la commodité de l'opération, & la faire mieux quadrer à ses fins, par faire un double employ, & passer deux fois en deduction, le montant de la commission, qu'il fait entrer dit il dans la pacotille, pour punir le Capitaine de la frauduleuse inobservation des formalitez qu'il devoit remplir au Cap, dans le goût qu'on a vu, lorsque bien loin de pretendre ou de s'opposer à ce que cette commission fit partie de la pacotille, ce Capitaine l'a établi au contraire au procès, par toutes les pieces produites par la facture, par la police de chargement, par la reconnaissance du sieur Castelveyre, & par la facture certifiée des Officiers du Navire. Il seroit au reste trop inutile, & trop ennuyeux de suivre & de refuter ce compte en detail, c'est le refuter d'une maniere plus complete, que d'indiquer au sieur Cougnié la maniere dont il auroit dû operer.

Les effets de la pacotille embarquée à Marseille montent à 14695. liv. 4. suivant la facture au lieu de 14000. liv. qu'il plait au sieur Cougnié de les passer.

Les dix pour cent que le Capitaine étoit obligé de courir sur cette somme montent à 1469. liv. 10. s. & reduisent le risque d'entrée de Marseille au Cap à 13225. liv. 14. s.

Sur cette somme il faut deduire la valeur primitive des effets que le Capitaine a laissés au Cap, relativement à la police d'assurance qui lui permettoit d'y toucher, & d'y faire Echelle, & qui sont conséquemment sortis de risque, c'est d'une part 1324. liv. 10. pour le montant des effets de la commission du sieur Castelveyre 160. liv. 16. pour

le prix coutant des Souliers vendus à la Veuve Tardivy, & 1367. liv. 6. 3. pour le prix coutant des effets laissés aux sieurs Legras & Tardieu ces trois articles qui forment reunis la somme de 2852. liv. 12. 3. réduisent la valeur de ce qui restoit en risque de la pacotille à 10373. liv. 1. 5. 9. d.

Il faut ensuite ajouter à cette somme la valeur des effets chargés au Cap en remplacement, qui montent suivant la facture 1216. liv. 10. qui forment avec les 10373. liv. 1. 9. du restant de la pacotille, ce qui étoit en risque dans la traversée du Cap à la Louisiane, & lors du naufrage, & deduire sur le tout, le produit en France des effets sauvés, deduction faite des fraix, & de la difference des Monnoyes. Voilà le compte qui doit être fait, que le Capitaine n'a jamais refusé, & auquel le sieur Brot lui même l'a soumis dans l'acte d'abandon, promettant y est-il dit, *lesd. sieurs Brot & Fabre de faire repartir lesd. retraits dud. sauvé deduction préalablement faite de tout ce que de droit soit pour les fraix du sauvetage que autrement auxdits sieurs assureurs au fol la livre, sauf leur cote part pour le decouvert, & c'est après l'arrivée desd. retraits en cette Ville le tout sans retardation du payement des sommes assurées.*

Ce n'est pas avec des assureurs tels que les sieurs Nicolas & Cougné, qu'on peut compter sur la foi d'un pacte aussi formel, ils sçavoient en le signant, que des Lettres Royaux, hardiment étayées de quelques calomnies, contre lesquelles on se reserve formellement la voye extraordinaire leur fourniroient le moyen, sinon d'en éluder, du moins d'en differer pour quelque tems l'effet.

Leur acceptation de l'abandon, est disent-ils, conditionnelle, il n'y a qu'à la lire, pour voir, si sur la foi de la lettre du sieur Chevalier de Mazan aux sieurs Grimod pere & fils, dont-ils déclarent avoir pris lecture, & qui avoit été enregistrée à la Chambre du Commerce, ils ne reconnoissent pas purement & simplement la realité du naufrage, s'ils ne promettent pas purement & simplement de payer en consequence les sommes assurées, après les trois mois depuis la declaration, & s'ils se reservent autre chose que de se faire donner compte du produit des effets sauvés; qu'on rapproche leurs exceptions de leur engagement, des chicanes si honteuses devroient pour l'interêt du commerce, être punies autrement que par une simple condamnation de depens.

Les événemens qu'on pouvoit empêcher, doivent être disent-ils, pour le compte du Capitaine, le Commandant de la Balize envoya un canot armé de trois Soldats, & deux Negres dez le 28. Août, si le Capitaine avoit besoin d'un plus grand secours, il n'avoit qu'à le demander, l'inventaire des effets sauvés dit au fol. 3. qu'il y avoit plusieurs Navires Marchands, pour leur donner tout le secours qu'ils ont pu. Il parle dans le même fol. d'une confusion de monde, & se plaint que bien loin de manquer de secours, il y en avoit trop, ce qui avoit occasionné du pillage, d'ailleurs la pacotille du Capitaine est le premier effet qui attire son attention. & qui est le mieux conservé, outre que les principaux effets qu'il pretend avoir perdus, consistoient

en dorures & autres marchandises précieuses, qu'il auroit dû sauver avec lui suivant l'Ordonnance & qu'on ne doit pas douter qu'il n'eût dans sa caisse

C'est par ces derniers traits, ou la mauvaise foi est marquée à chaque mot, que le sieur Cougnié a sans doute terminé ses mémoires, puis qu'ils terminent la consultation, ces dorures qui forment les principaux effets, que le capitaine prétend avoir perdus, & qui étoient dans une Balle Toilerie, consistent suivant la facture communiquée en douze garnitures de boutons d'or, qui coutoient deux cens cinquante neuf livres treize sols quatre deniers suivant la même facture.

Où sont les autres marchandises précieuses? dans l'imagination du sieur Cougnié, le Velours a été sauvé, mais si avarié, qu'il n'avoit presque plus de couleur, & que le Velours bleu qui avoit coûté sept cent nonante six livres au Cap, n'a été vendu que 436. liv. à la nouvelle Orleans.

La pacotille du capitaine est dit-on, le premier effet qui attire son attention, l'observation pourroit être relevante, si la pacotille dont-il s'agit consistoit en quelques Malles, que le Capitaine eut eût sous la main, mais que le sieur Cougnié dépose un moment ses préventions, pour examiner de sang froid sur la facture, en quoi consistoit cette pacotille, il verra qu'elle formoit soixante dix-neuf Caps ou Balles que le sieur Brot avoit fait embarquer indifféremment à mesure que les marchandises venoient du dehors, ou qu'il les achetoit à Marseille.

Il le sçait, & il voit que les principaux effets perdus sont du Savon, du Papier, des Liqueurs, de la Poudre à poudrer, des Toileries mais il faut s'il est possible en imposer à Messieurs les Juges, convertir à cet effet les *chaloupes* qui vinrent plusieurs jours après de la nouvelle Orleans pour donner du secours, en *Navires* qui étoient présents lors du naufrage, & en confondant les époques & les tems, tâcher de leur faire entendre que les secours étoient suivant l'*inventaire des effets sauvés* trop abondans lors du sinistre dans le tems que cette pièce ne parle que des secours qui survinrent sept jours après. C'est par ces honnetes moyens que les sieurs Nicolas & Cougnié retiennent depuis bientôt un an, au Capitaine Fabre les sommes qu'ils lui doivent.

CONCLUD comme au Procès, & sans préjudice de la voye extraordinaire contre les Calomnies & la difamation.

R I C A R D, Avocat.

LAVABRE, Procureur.

A A I X , Chez la Veuve de RENÉ ADIBERT,
Imprimeur du Roi. 1751.

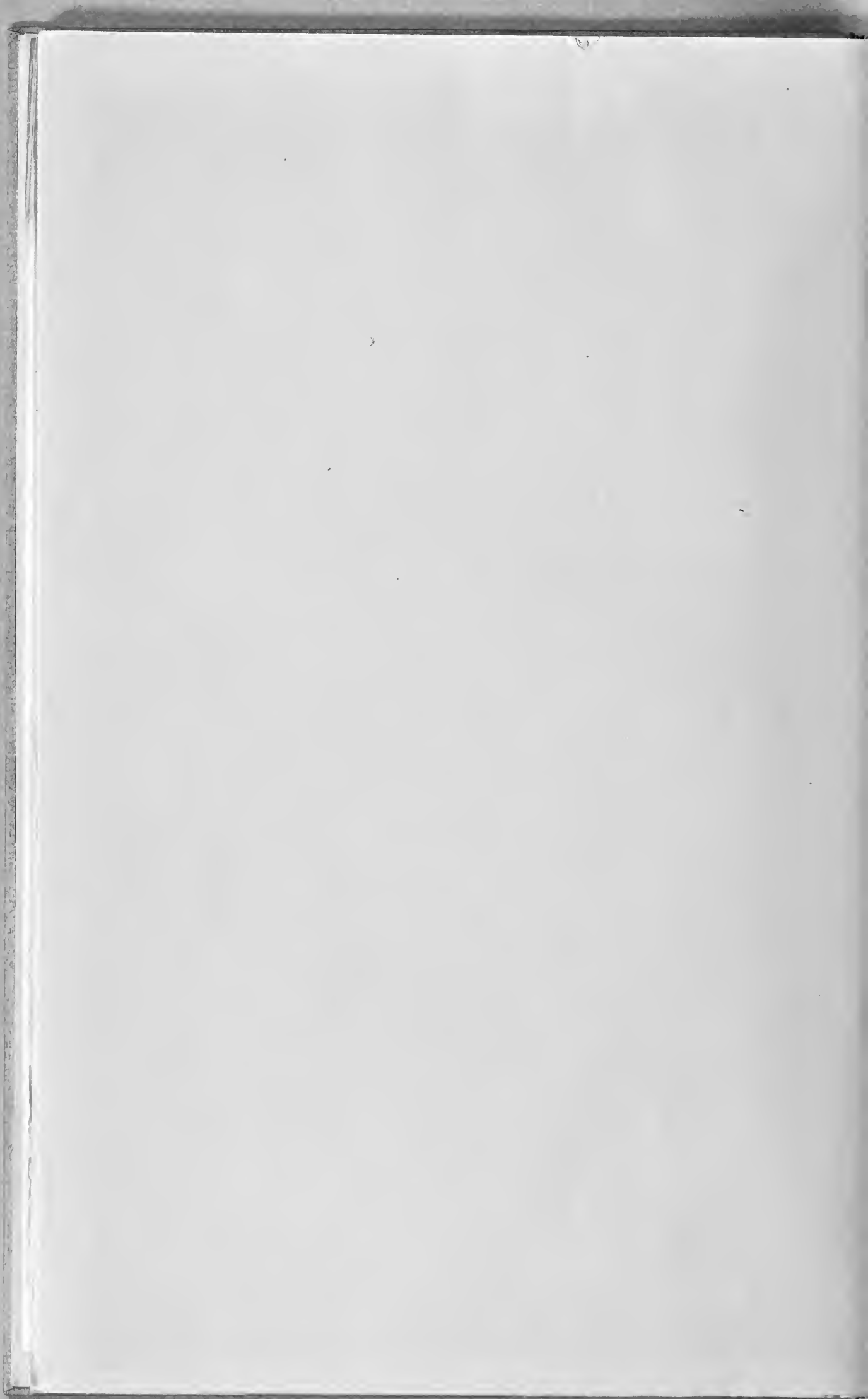
SECONDE CONSULTATION,

POUR LES ASSUREURS DU CAPITAINE FABRE,

Servant de Réponse à son Mémoire.

LES SOUSSIGNES persistent dans leur avis, nonobstant le titre de *Libelle*, qu'il a plu au Défenseur de Fabre, de donner à leur Consultation. La perpetuelle aigreur de son Mémoire diffus & embarrassé, est une suite de la possession où il s'est mis, de traiter durement ses Confrères du même Siège. Il est vrai que des Avocats postulans en la Cour, pouvoient attendre de lui quelque distinction; surtout, après la leçon de *modestie* que Me. Masse, aujourd'hui premier Syndic du Barreau, lui donna, il y a peu d'années, lorsqu'il s'offensoit de ce qu'on ne ménageoit pas de frauduleux Assurés qu'il avoit pris, comme ici, sous sa protection; & de ce qu'on employoit, tout comme ici, des Lettres Royaux de restitution envers l'acceptation de leur abandon. Il perdit son procès par Arrêt du 28. Juin 1747. & l'on espere qu'un même sort achevera la ressemblance des deux Causes.

A



E 150
F123 C
1-S12E

